

ENTRETIEN

economie.union@sonapresse.com

" La réponse opportune et rapide des autorités gabonaises va dans le bon sens "

POUR le chef de mission du FMI pour le Gabon, Boileau Loko, les mesures de prévention et d'accompagnement mises en place par le gouvernement devraient, en même temps, limiter la propagation du virus, soutenir l'économie et protéger les populations les plus vulnérables.

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'Union. Que peut-on craindre comme conséquences de la propagation du coronavirus sur les économies de la sous-région et particulièrement du Gabon ?

Boileau LOKO : le monde, y compris le Gabon, traverse une crise à la fois sanitaire, humanitaire et économique. Les autorités gabonaises ont réagi rapidement à la pandémie en annonçant une série de mesures pour contrôler et limiter sa propagation. Ces mesures qui comprennent notamment le confinement, permettent de contenir la pandémie et de sauver des vies humaines, la priorité des priorités. Mais la pandémie de Covid-19 et la chute simultanée des prix du pétrole causent de grandes difficultés pour l'économie nationale. Nous nous attendons à une contraction de l'activité économique et une dégradation des comptes publics.

D'après le dernier rapport de l'agence de notation Fitch Rating, le Covid-19 aura des conséquences désastreuses sur l'économie gabonaise avec notamment une explosion de la dette publique et une incapacité du pays à honorer ses engagements. Partagez-vous cet avis ? Quelle est votre analyse de la situation ?

La dette publique reste soutenable. Cependant, après une amélioration constante de la dynamique de la dette publique pendant les trois dernières années, le choc Co-

vid-19 combiné à l'effondrement des prix du pétrole entraîneront une augmentation du niveau de la dette publique en 2020, notamment en raison d'une croissance plus faible. Passée 2020, la dette devrait retrouver une trajectoire décroissante, notamment grâce à l'engagement des autorités à améliorer la collecte des recettes et la gestion des finances et de la dette publiques.

Le gouvernement gabonais a annoncé un plan de 250 milliards de francs et des mesures telles que la mise en place d'une allocation chômage, la gratuité des loyers et des fournitures d'eau et d'électricité pour les plus démunis... Pensez-vous que ces mesures sont suffisantes ? Peuvent-elles être efficaces pour limiter les effets induits du Covid-19 ?

La réponse opportune et rapide des autorités pour contenir l'impact de Covid-19 va dans le bon sens. Les mesures à destination à la fois du secteur privé, notamment les petites entreprises, et de la population, particulièrement les segments les plus vulnérables de la société gabonaise, devraient permettre de mitiger l'impact social et économique de la pandémie. Il faut maintenant évaluer méticuleusement les coûts de ces mesures et s'assurer qu'elles seront bien ciblées. Les autorités sont conscientes que l'évolution rapide de la situation à l'interne comme à l'international pourrait exiger des mesures additionnelles et continueront de travailler avec les partenaires au développement

pour identifier les réponses appropriées. L'important est de soutenir les ménages et les entreprises les plus affectés pour limiter l'impact de la crise sur le chômage, l'inégalité et la pauvreté au Gabon.

Quels sont les mécanismes financiers que le FMI compte-t-il mettre en place pour aider les différents gouvernements de la sous-région à lutter contre cette pandémie ?

La lutte contre la pandémie est une question d'urgence et le FMI soutient ses membres, y compris dans la sous-région, en utilisant les outils appropriés. Compte tenu de son statut de pays à revenu intermédiaire élevé, le Gabon est éligible à l'Instrument financier rapide. Les pays à faible revenu peuvent quant à eux bénéficier de la Facilité de crédit rapide. Certains des pays à faible revenu peuvent également être éligibles à l'allègement de la dette au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes.

Le Gabon est sous programme avec le FMI jusqu'en juin 2020. Compte tenu des difficultés actuelles, le Fonds va-t-il prolonger son programme d'assistance vis-à-vis du pays ?

Pour faire face aux chocs actuels, le gouvernement gabonais est en train de prendre des mesures pour dégager des marges de manœuvre budgétaires. Mais cela ne suffira pas. L'aide des partenaires au développement sera critique. Pour sa part, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le 9 avril 2020 une aide financière



Photo: DRI L'Union

Le chef de mission du FMI pour le Gabon, Boileau Loko.

d'environ 88 milliards de FCFA pour le Gabon au titre de l'instrument de financement rapide (IFR). Ces ressources devraient aider le pays à répondre aux besoins urgents de financement qui découlent de la pandémie de Covid-19 et des chocs sur les termes de l'échange. En ce qui concerne le programme en cours, il expire à la mi-juin 2020. Comme par le passé, le Fonds se tient toujours prêt à accompagner les autorités gabonaises, si elles le souhaitent, dans leurs efforts de réformes économiques pour une croissance plus forte et plus inclusive.

De nombreux pays africains dont le secteur informel représente entre 40 et 60 % de leurs activités économiques optent pour le confinement général de leur population. Ne crai-

gnez-vous pas que cette mesure aggrave encore davantage la précarité des petits ménages et précipite l'effondrement des petits commerces ?

Il est clair que les mesures de confinement vont entraîner une interruption de nombreuses activités informelles et aggraver la précarité des ménages qui en dépendent. Compte tenu de la taille du secteur informel en Afrique, les gouvernements nationaux devraient prendre des mesures pour aider notamment les populations les plus vulnérables. A cet égard, les initiatives de support envisagées par les autorités gabonaises semblent aller dans le bon sens. A moyen et long termes, la protection sociale devrait rester une priorité.

PROTÉGEZ VOTRE SANTÉ

ADOPTONS LES GESTES BARRIÈRES COVID - 19



1 Se laver fréquemment les mains avec un désinfectant à base d'alcool ou de l'eau et du savon.



2 Éternuer ou tousser en se couvrant la bouche et le nez avec le coude fléchi ou un mouchoir. Jeter immédiatement le mouchoir et se laver les mains.



3 Éviter tout contact étroit avec une personne ayant de la fièvre et de la toux.



4 Saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades.



5 Nettoyez les objets et les surfaces souillés.

ATTENTION Si vous présentez des symptômes de la grippe de retour d'un pays atteint par l'épidémie : Appelez le 1410 Numéro gratuit